

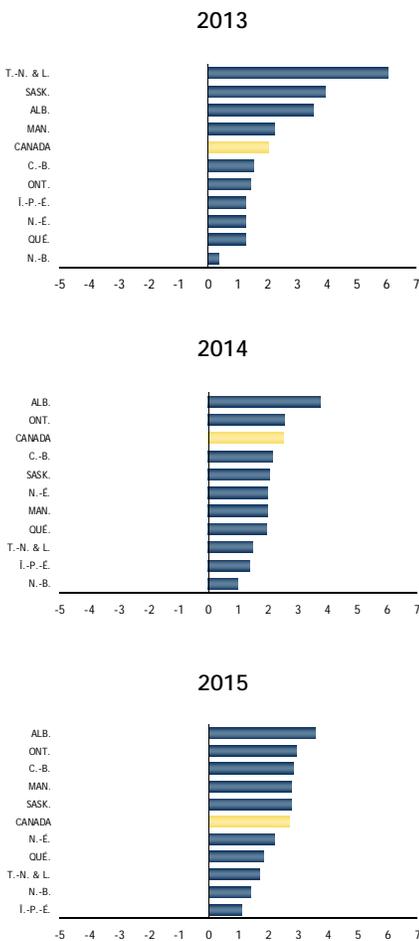
PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2014

Les économies provinciales se tournent vers l'extérieur pour améliorer leur croissance

Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

- La conjoncture macroéconomique générale sera propice à la réalisation d'une croissance supérieure à son potentiel au Canada et aux États-Unis en 2014. Le PIB réel augmentera selon nous de 2,5 % au Canada et de 2,8 % aux États-Unis cette année, par rapport à des taux de 2,0 % et 1,9 %, respectivement, en 2013.
- L'accélération de la croissance de ce côté-ci de la frontière s'appuiera surtout sur une amélioration importante du commerce extérieur.
- Certaines économies provinciales, telles que l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Québec et le Nouveau-Brunswick, profiteront démesurément du raffermissement de la demande des États-Unis et de la dépréciation du dollar canadien.
- L'Ontario devrait notamment enregistrer une hausse sensible de son PIB réel.
- La plupart des économies provinciales accéléreront le pas en 2014 ; cependant, nous prévoyons que Terre-Neuve-et-Labrador subira un ralentissement important après avoir connu une croissance intenable en 2013, et que la Saskatchewan et le Manitoba perdront un peu de leur allant, en partie parce que la production agricole a été exceptionnellement élevée l'an dernier.
- Nous prévoyons que l'Alberta finira en tête de notre classement des taux de croissance en 2014, encore loin devant l'Ontario, la seule autre province dont la croissance sera probablement égale ou supérieure à la moyenne nationale.

Une accélération de la croissance alimentée par les exportations

Attendu depuis longtemps, le renforcement de l'économie américaine se concrétise enfin et ses retombées positives sur le commerce extérieur du Canada joueront un rôle clé dans les perspectives économiques provinciales en 2014. Des signes de plus en plus encourageants provenant du sud de la frontière donnent à penser que l'économie américaine conservera un taux de croissance supérieur au potentiel cette année. Cette expansion stimulera selon nous la demande de biens et services canadiens par les États-Unis et permettra aux exportations nettes de donner un coup de fouet important à la croissance de plusieurs provinces. Nous nous attendons aussi à ce que la dépréciation du dollar — qui fléchira selon nous jusqu'à 0,87 \$ US d'ici la fin de l'année — accentue le dynamisme commercial. Comme toutes les provinces n'entretiennent pas les mêmes liens commerciaux avec les États-Unis, les effets positifs devraient être ressentis de façon inégale dans les différentes régions, l'activité globale étant surtout avantagée en Ontario, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

La hausse espérée des investissements des entreprises se fera attendre encore un peu

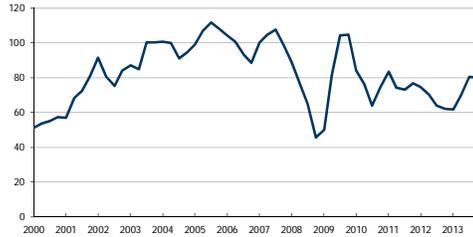
L'élan donné par le commerce extérieur sera certainement le bienvenu puisque les investissements des entreprises — l'autre principale source potentielle de croissance additionnelle au Canada pendant la période — ne sont plus susceptibles de contribuer autant à l'expansion cette année que nous l'avions prévu. En fait, le sondage sur les intentions d'investissements privés et publics (IPP) publié récemment par Statistique Canada montre que les entreprises privées prévoient réduire quelque peu leurs dépenses non résidentielles en 2014. Dans le secteur public, les intentions sont en hausse, mais pas assez pour donner une impulsion majeure aux dépenses en immobilisations non résidentielles totales. Le sondage fait état d'un repli des dépenses non résidentielles dans la majorité des provinces (dont un recul marqué à l'Île-du-Prince-Édouard). Seuls le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, l'Alberta et la Nouvelle-Écosse devraient enregistrer des hausses (modestes pour la plupart).

L'Alberta domine encore, mais l'Ontario réduit l'écart

Nous prévoyons que l'Alberta dominera toutes les autres provinces au chapitre de la croissance du PIB réel et qu'elle obtiendra un taux de 3,7 %. L'Ontario (2,5 %) gravira plusieurs échelons par rapport à 2013 pour occuper le deuxième rang. Les autres provinces progresseront selon nous à un rythme inférieur à la moyenne nationale de 2,5 %, mais plusieurs d'entre elles (dont la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et le Québec) se situeront tout juste en deçà. Nous nous attendons à ce que le Nouveau-Brunswick reste encore à la traîne, malgré des améliorations notables par rapport à 2013.

Reventes de logements en Colombie-Britannique

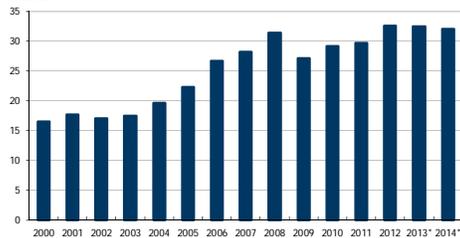
Milliers, désaisonnalisé au taux annuel



Source : L'Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

Investissement non résidentiel en Colombie-Britannique

Milliards \$

*2013 - prévisions - 2014 - Intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,7	1,5	1,5	2,1	2,8
Emploi	0,8	1,7	-0,2	0,8	1,1
Taux de chômage (%)	7,5	6,7	6,6	6,4	6,3
Ventes au détail	3,2	1,9	1,8	3,6	3,7
Mises en chantier (unités)	26 400	27 465	27 054	25 800	24 000
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	-0,1	0,9	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

Changement de vitesse

Après deux années de croissance moyenne, l'économie de la Colombie-Britannique devrait passer à une vitesse supérieure en 2014. Bien que modeste, la performance en 2013 comportait néanmoins des éléments qui relanceront selon nous le moteur de la croissance provinciale. Les plus notables sont les gains réalisés sur les marchés d'exportation, qui devraient continuer de croître en 2014 et produire des effets d'entraînement positifs dans les secteurs axés sur l'économie intérieure. Le redressement du secteur du logement en Colombie-Britannique l'an dernier a également été un élément positif. En rétablissant la confiance dans le marché, il aidera à dissiper une grande partie de l'incertitude qui freinait probablement les dépenses des ménages. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel s'accélénera, passant d'un faible taux de 1,5 % au cours des deux dernières années à un taux plus raisonnable de 2,1 % en 2014. Les perspectives pour 2015 semblent encore meilleures, la croissance grimant à 2,8 %, pourvu que les travaux préliminaires liés à certains projets de gaz naturel liquéfié (GNL) progressent.

Les exportations se distinguent

Dans l'ensemble, l'économie de la Colombie-Britannique a été incapable de passer à la vitesse supérieure en 2013, minée en partie par la stagnation des secteurs tributaires des ménages. Le commerce extérieur est toutefois un segment de l'économie qui a affiché un certain dynamisme. L'an dernier, les exportations de marchandises de la province ont enregistré un solide gain de presque 7 % (en valeur nominale), et des hausses notables ont été observées dans les deux principaux marchés d'exportation de la province, soit les États-Unis (12 %) et la Chine (près de 15 %). La plupart des principales marchandises d'exportation de la province ont crû de belle façon, dont les produits du bois (+26 %), les produits minéraux métalliques (+11 %) et le gaz naturel (+29 %). Nous prévoyons qu'un nouveau raffermissement de l'économie américaine, en particulier dans le secteur de la construction résidentielle, et une pénétration accrue du marché chinois continueront de stimuler les exportations provinciales en 2014. La vigueur des ventes à l'étranger dopera d'abord les secteurs des ressources de la Colombie-Britannique, tels que les produits forestiers et les mines, mais elle aura aussi des retombées positives sur d'autres secteurs, allant de la fabrication aux services aux entreprises.

Le regain de confiance est de bon augure pour les dépenses de consommation

Les progrès du commerce extérieur seront positifs pour le marché du travail. Après avoir stagné l'an dernier, l'emploi augmentera selon nous de 0,8 % cette année, ce qui suffira à faire baisser le taux de chômage de la province de 6,6 % en 2013 à 6,4 % en 2014. Le redémarrage de la création d'emplois, la diminution du taux de chômage et le fait que le marché du logement a cessé de fléchir l'an dernier dans la province inspireront une plus grande confiance aux ménages de la Colombie-Britannique, les incitant à sortir et à dépenser. Nous prévoyons donc des dépenses de consommation plus élevées en 2014, comparativement à la croissance morose des ventes au détail lors des deux dernières années.

L'annonce des règles fiscales visant le GNL aura peu d'incidence sur l'économie cette année

Dans son budget de février, le gouvernement de la Colombie-Britannique a dévoilé ses règles fiscales fort attendues pour les futurs projets de GNL et dont les derniers détails seront connus cet automne. À cette étape-ci, nous ne prévoyons qu'une très faible activité à court terme relativement à ces projets, puisque l'approbation finale des promoteurs doit encore être obtenue. Le dernier sondage IPP de Statistique Canada n'a d'ailleurs donné aucun signe montrant que les projets de GNL occupaient une place prépondérante dans les plans de dépenses en immobilisations de la province en 2014 ; en fait, il a signalé une baisse de 1,5 % des dépenses non résidentielles, dont un recul de 3,7 % dans le secteur du pétrole et du gaz. Les dépenses liées au GNL deviendront selon nous plus substantielles à compter de 2015, même s'il faudra probablement des années avant que tout investissement d'envergure soit réalisé.

Le vent en poupe

L'économie albertaine a manifestement le vent en poupe depuis 2010 et nous ne voyons guère d'éléments susceptibles de la ralentir en 2014. Les investissements dans les ressources énergétiques resteront massifs et généreront des activités directes et indirectes importantes dans la province ; toutefois, l'expansion sera de plus en plus attribuable à des gains issus d'un éventail plus large de secteurs économiques. En raison notamment d'une très forte croissance démographique – la plus élevée depuis 30 ans dans la province —, la demande restera survoltée à l'égard d'une gamme de biens de consommation et de services, et des logements. Le PIB réel de l'Alberta augmentera selon nous de 3,7 % en 2014 ou légèrement plus vite que notre estimation d'un taux de 3,5 % en 2013. Un tel rythme placerait l'Alberta au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2014. En 2015, nous nous attendons à ce que cette prospérité se poursuive et que le PIB réel inscrive à nouveau un solide gain de 3,5 %.

Maintien d'une robuste croissance en 2013

Autant la récession de 2008-2009 a été grave en Alberta (le PIB réel a chuté de 4,1 % en 2009), autant la reprise enregistrée depuis a été tout simplement spectaculaire. L'économie provinciale a crû en moyenne de 4,5 % par an de 2010 à 2012 (plus du double de la moyenne de 2,1 % dans le reste du Canada), et nous estimons qu'elle a conservé un rythme robuste de 3,5 % l'an dernier. En 2013, des indicateurs économiques ont montré que l'expansion s'est propagée bien au-delà de la réalisation de mégaprojets de sables bitumineux, le principal moteur de l'activité ces dernières années. Des gains considérables ont été enregistrés l'an dernier dans les marchés d'exportation (solide hausse de 6,9 % des exportations de marchandises), la production de pétrole brut et de bitume (hausse de plus de 6 %), les dépenses de consommation (hausse impressionnante de 6,6 % des ventes au détail, et hausse de 6,2 % du nombre de véhicules automobiles vendus, à un sommet historique de 263 200 unités), le marché du logement (hausse des mises en chantier à 36 000 unités, le niveau le plus élevé en six ans, et bond de 9,5 % des reventes de logements, également un sommet en six ans) et les dépenses en immobilisations non résidentielles hors du secteur de l'extraction de pétrole et de gaz (bond de 17 % en valeur nominale). L'économie intérieure a été soutenue par la vigueur du marché du travail (67 900 nouveaux emplois, soit près des deux tiers de tous les nouveaux emplois nets créés au Canada) et la croissance rapide de la population (3,5 %, le taux le plus élevé depuis 1981).

D'excellentes perspectives qui se poursuivent en 2014

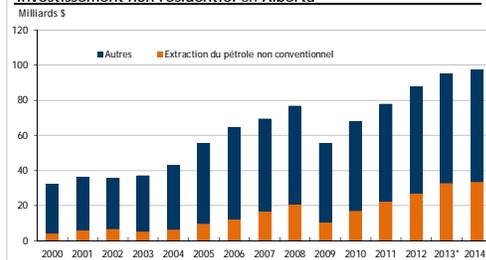
Nous prévoyons que cet élargissement de l'expansion économique en Alberta se poursuivra en 2014. En particulier, la forte croissance démographique aura encore des répercussions sur les secteurs tributaires de la consommation, dont le logement, les ventes au détail et divers secteurs de services personnels. Nous entrevoyons de solides hausses pour les reventes de maisons (4,7 %, à 69 400 unités), les mises en chantier (7,5 %, à 38 700 unités) et les ventes au détail (5,2 %). La croissance rapide dans des secteurs autres que la construction non résidentielle fera plus que compenser la décélération prévue des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'énergie. Le dernier sondage IPP de Statistique Canada a révélé que même si les dépenses en immobilisations liées à des ressources pétrolières non conventionnelles continueront d'établir de nouveaux records (atteignant un total de plus de 33 milliards de dollars), le taux de croissance ralentira légèrement à 2,3 % en 2014, par rapport à un taux annuel moyen de 24 % de 2011 à 2013. La croissance des dépenses en immobilisations dans d'autres secteurs non résidentiels devrait rester assez stable, à 2,3 % (comparativement à 3,2 % en 2013).

Population en Alberta



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissement non résidentiel en Alberta



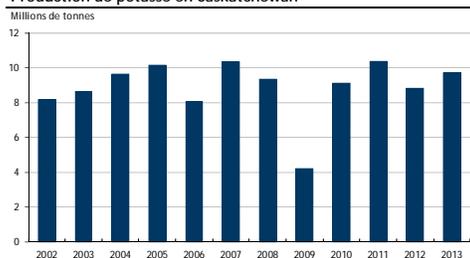
* 2013 = prévisionnel; 2014 = intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,2	3,8	3,5	3,7	3,5
Emploi	3,8	2,6	2,9	2,3	2,0
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,6	4,3	4,0
Ventes au détail	6,8	6,9	6,6	5,2	5,1
Mises en chantier (unités)	25 704	33 396	36 011	38 700	34 600
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,4	1,5	1,7

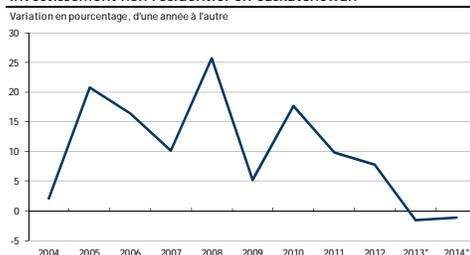
Robert Hogue
Économiste principal

Production de potasse en Saskatchewan



Source : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

Investissement non résidentiel en Saskatchewan

*2013 - provisoires ; 2014 - intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,0	1,9	3,9	2,0	2,7
Emploi	0,3	2,1	3,4	1,1	1,7
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,0	4,2	4,0
Ventes au détail	7,5	7,6	3,0	4,7	5,1
Mises en chantier (unités)	7 031	9 968	8 290	8 000	7 500
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,4	2,3	2,5

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Modération prévue de la croissance en 2014

Nous continuons de prévoir que la croissance en Saskatchewan baissera nettement en 2014, à 2,0 %, par rapport à une solide hausse estimée de 3,9 % en 2013, laquelle avait découlé d'un bond impressionnant de la production de céréales et d'oléagineux du fait de conditions météorologiques exceptionnellement favorables pendant la période de croissance en 2013. Nous présumons qu'en raison de conditions de culture plus normales pendant la période envisagée, la production agricole de la Saskatchewan redescendra à des niveaux plus durables en 2014 et après. Plus précisément, notre hypothèse de base pour l'économie provinciale comprend un recul de 6 % de la production agricole cette année, après une hausse de plus de 15 % en 2013. Notre hypothèse prévoit ensuite une remontée modeste de la production agricole à un taux de 2 % en 2015. Cette reprise de la croissance dans le secteur agricole devrait permettre au taux de croissance global du PIB réel de la province de rebondir à 2,7 % en 2015.

La production de potasse reste un élément imprévisible

En plus d'un retour à des niveaux plus durables de production de céréales et d'oléagineux, le ralentissement de la croissance que nous prévoyons pour 2014 traduit aussi notre prévision d'un taux de croissance de la production de potasse en Saskatchewan inférieur de moitié environ au taux de 10 % atteint en 2013. Ce rythme d'expansion plus modéré reflète en grande partie des signes indiquant que le plus grand producteur de potasse au monde, la société russe Uralkali, est déterminé à fortement hausser sa production pour tenter d'accroître sa part du marché mondial. Nous présumons que cette tentative d'Uralkali aura pour effet de ralentir l'activité en Saskatchewan. Cela dit, la situation devrait rester très instable au cours de la période envisagée. Selon nous, des risques à la hausse et à la baisse entourent la production de potasse en Saskatchewan, car Uralkali pourrait très bien limiter son plan ou l'élargir encore davantage que ce que nous prévoyons. L'instabilité de la situation est en outre accentuée par les troubles politiques récents en Ukraine et par la menace de diverses restrictions à l'exportation qui pourraient être imposées à la Russie.

L'incertitude aura des répercussions sur les investissements

La perspective d'un bond de la production de potasse à l'étranger nous a déjà incités à revoir en baisse le niveau global des investissements dans le secteur provincial de la potasse pendant la période de prévision. Il y a plusieurs projets de potasse en attente dans la province et aucun d'eux ne devrait selon nous être annulé. Nous croyons plutôt que ces projets se concrétiseront plus lentement, en attendant que la situation concernant l'approvisionnement mondial se précise. Le sondage IPP publié par Statistique Canada a apporté de nouvelles preuves montrant que les sociétés de la province, tant à l'intérieur qu'en dehors du secteur minier, hésitent à entreprendre de nouvelles dépenses. D'après le sondage, les investissements non résidentiels devraient diminuer de 1 % en 2014, après avoir reculé de 1,5 % en 2013. En comparaison, cette mesure des dépenses en immobilisations avait grimpé de 8 % et de 10 % en 2012 et 2011, respectivement. Ces résultats du sondage, légèrement moins élevés que nos prévisions antérieures, nous ont incités à revoir en légère baisse notre prévision de croissance du PIB réel pour 2014, qui s'établissait à 2,1 % en décembre. Cependant, nous estimons que tout recul des dépenses en immobilisations en 2014 sera en fait un report jusqu'en 2015. Par conséquent, nous avons un peu haussé notre prévision du taux de croissance du PIB réel pour 2015, qui était auparavant de 2,5 %.

Révision en baisse de la croissance à court terme

Les perspectives de croissance du PIB du Manitoba en 2014 ont été abaissées à 2,0 %, alors qu'elles s'établissaient à 2,3 % en décembre. Ce recul s'explique en partie par de nouvelles données publiées à la fin de 2013 pour des secteurs comme la fabrication, lesquelles témoignaient d'un dynamisme plus faible que prévu à l'approche de 2014. Les plus récentes données indiquent aussi que la croissance provinciale en 2013 a été plus faible que ce que nous avons prévu au départ. Par conséquent, nous avons abaissé de 2,5 % à 2,2 % notre prévision de croissance du PIB réel en 2013. Les perspectives pour 2014 ont aussi été assombries par des données du sondage IPP de Statistique Canada montrant que les dépenses en immobilisations seront légèrement réduites dans la province cette année, alors que nous avons précédemment prévu une hausse modeste. Nous croyons que les dépenses en immobilisations rebondiront modérément en 2015, contribuant ainsi à une réaccélération de la croissance du PIB réel à 2,7 % l'an prochain. Le regain de croissance en 2015 reflétera l'hypothèse selon laquelle le rebond de l'activité économique aux États-Unis offrira un meilleur soutien sous-jacent à l'économie manitobaine, en particulier dans des secteurs comme la fabrication, et qu'il suscitera le besoin d'accroître la capacité de production dans la province.

Une activité manufacturière stagnante jusqu'à la fin de 2013

En ce qui concerne les indicateurs économiques récents, les ventes du Manitoba dans le secteur manufacturier ont été décevantes, étant restées essentiellement stationnaires jusqu'à la fin de 2013. Le segment de la machinerie a affiché un redressement encourageant au dernier trimestre de l'an dernier, mais celui-ci a été annulé par une croissance moindre dans le segment de la transformation des aliments et une activité stagnante dans le segment de la fabrication de matériel de transport. À l'avenir, compte tenu de la dépréciation du dollar canadien depuis le début de 2013 et de la tendance haussière maintenant manifeste de la croissance aux États-Unis, nous nous attendons à ce que l'augmentation de la demande des Américains aide à propulser l'activité manufacturière dans la province cette année. Cela dit, nous avons réduit notre prévision du taux de croissance dans ce secteur d'un point de pourcentage à 2,5 % en 2014, en raison du manque de dynamisme décevant observé récemment. Nous entrevoyons pour le secteur manufacturier une expansion plus rapide, de 4,0 %, en 2015.

Une croissance de l'emploi devenue anémique

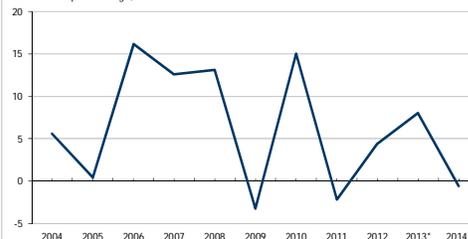
Les données sur l'emploi ont également été décevantes au dernier trimestre de 2013, montrant un recul pour la première fois, d'une année sur l'autre, depuis la récession de 2008-2009. Cependant, nous prévoyons que ce repli ne sera que temporaire, car l'expansion constante de l'économie manitobaine engendrera une reprise de la création d'emplois dans la province. Même si l'on s'attend à ce que la croissance de l'emploi reste modeste cette année, à 0,7 %, elle dépassera légèrement le gain de 0,5 % de l'an dernier. En 2015, la croissance de l'emploi devrait grimper à 1,2 %.

Léger recul prévu des dépenses en immobilisations

Le sondage annuel sur les intentions d'investissement de Statistique Canada a déçu en montrant que les entreprises du Manitoba prévoient réduire leurs investissements non résidentiels de 0,5 % après un gain de 8 % en 2013. Cette réduction reflète dans une large mesure une baisse des intentions d'investissement dans le secteur manufacturier et les services publics. Les entreprises des deux secteurs ont indiqué ne pas prévoir augmenter leurs dépenses en immobilisations en 2014, après des hausses de 30 % en 2013. Nous croyons que l'accroissement de la production dans des secteurs comme la fabrication pendant la période de prévision encouragera une reprise des dépenses en immobilisations en 2015. En ce qui concerne les services publics, toute hausse des dépenses en immobilisations par Manitoba Hydro est davantage liée à la réussite de divers examens réglementaires pour des projets tels que Bipole III.

Investissement non résidentiel du Manitoba

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



*2013 - prévisions - 2014 - intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi du Manitoba

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

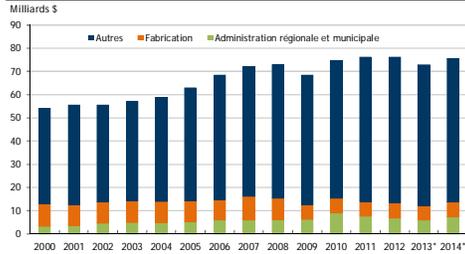
Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,7	2,6	2,2	2,0	2,7
Emploi	0,8	0,9	0,5	0,7	1,2
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,3	5,3	5,2
Ventes au détail	4,5	1,6	2,0	3,6	4,4
Mises en chantier (unités)	6 083	7 242	7 465	6 800	6 500
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	1,9	2,0

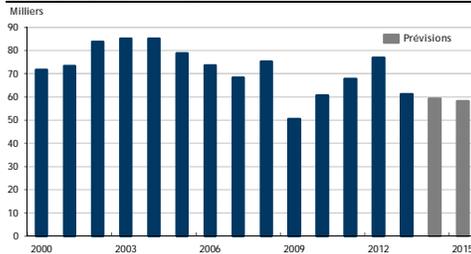
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Investissement non résidentiel en Ontario



*2013 - prévisions ; 2014 - intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Mises en chantier en Ontario



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,2	1,3	1,4	2,5	2,9
Emploi	1,8	0,8	1,4	0,9	1,2
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,5	7,3	7,0
Ventes au détail	3,6	1,6	1,8	3,8	3,9
Mises en chantier (unités)	67 821	76 742	61 085	59 100	58 000
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	1,5	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Passage à une vitesse supérieure des exportations et des dépenses en immobilisations

La croissance économique de l'Ontario a déçu par sa faiblesse au cours des deux dernières années ; toutefois, nous prévoyons que le rythme d'expansion s'accéléra visiblement en 2014, la demande d'exportations et les investissements des entreprises passant à la vitesse supérieure. L'Ontario devrait profiter de façon démesurée du raffermissement de l'économie américaine (et de la dépréciation du dollar canadien) compte tenu de ses liens étroits avec ce marché, et la croissance des ventes aux États-Unis incitera les entreprises ontariennes à investir dans les structures, la machinerie et l'outillage. Les municipalités prévoient aussi accroître fortement leurs dépenses en immobilisations après une pause de trois ans. Dans l'ensemble, nous prévoyons que la croissance du PIB réel s'accéléra, passant d'un taux estimé de 1,4 % en 2013 à un sommet en quatre ans de 2,5 % en 2014. Les perspectives pour 2015 sont encore plus encourageantes, puisque nous prévoyons qu'à ce moment, l'économie américaine sera en plein essor et qu'elle entraînera l'économie ontarienne dans son sillage. Le PIB réel de l'Ontario progressera selon nous de 2,9 % en 2015.

Redémarrage des exportations

En Ontario, la reprise du secteur du commerce a rencontré des obstacles depuis le milieu de 2012. Selon des estimations du ministère ontarien des Finances, les échanges commerciaux nets sont restés inchangés durant les trois premiers trimestres de 2013, comparativement à la même période un an plus tôt, car tant les exportations que les importations ont légèrement diminué. Pour le quatrième trimestre, les données sur le commerce international de marchandises de Statistique Canada témoignent d'un gain sur un an des exportations nominales (surtout celles de biens de consommation), mais également d'une progression des importations. Les exportations de véhicules automobiles et de pièces n'ont pour ainsi dire pas varié en 2013, tandis que la production d'automobiles et de camions diminuait de plus de 6 % dans la province. Néanmoins, nous continuons de croire que les exportateurs de l'Ontario seront grandement avantagés par l'amélioration de la demande des Américains, alors que nous prévoyons une accélération très marquée de l'économie des États-Unis d'ici au printemps de 2014. Même s'il existe une probabilité de hausse des exportations de véhicules automobiles et de pièces, les occasions sont peut-être encore plus grandes pour une vaste gamme d'autres produits (p. ex., biens de consommation, machinerie, outillage, matériaux de construction, produits pharmaceutiques et ressources naturelles) et services (p. ex., services financiers, applications logicielles, ingénierie) de l'Ontario.

Hausse prévue des investissements des fabricants et des municipalités en 2014

Après une année 2013 sans éclat, le sondage IPP publié par Statistique Canada en février a offert quelques bonnes nouvelles — et un soulagement — au chapitre des dépenses en immobilisations. Le sondage a indiqué que les entreprises prévoient hausser leurs dépenses non résidentielles de 3,7 % en 2014 (après les avoir réduites de 4,5 % l'an dernier). Fait encourageant, les fabricants ontariens tablent sur un essor de 8,8 %. Environ les deux tiers de cette hausse concerneront le secteur du matériel de transport (où les dépenses en immobilisations devraient grimper de presque 29 %). Cette évolution sera la bienvenue, car les dépenses en immobilisations liées à l'assemblage de véhicules automobiles dans la province ont accusé un retard sur d'autres régions comme les États du sud des États-Unis et le Mexique au cours des dernières années. Autre fait positif, dans un contexte de dépenses plutôt stationnaires aux niveaux provincial et fédéral, les administrations locales et municipales prévoient aussi accroître leurs dépenses en immobilisations de près de 20 % en 2014, après trois ans de reculs marqués. Il en ressort que les municipalités de l'Ontario sont déterminées à répondre au besoin de mise à niveau et d'expansion des infrastructures publiques dans la province.

Modération prévue des investissements résidentiels

En ce qui a trait aux investissements résidentiels, le sondage a révélé qu'ils fléchiront légèrement pour une deuxième année de suite. Ce résultat est conforme à nos prévisions. Nous estimons que les mises en chantier provinciales fléchiront à 59 100 unités en 2014 par rapport à 61 100 unités en 2013.

Modeste amélioration imminente

Le Québec a amorcé (bien qu'à peine) une réorientation fort attendue vers de nouvelles sources de croissance en 2013, les exportations et les investissements non résidentiels des entreprises progressant alors que le secteur du logement perdait du terrain. Pourtant, la combinaison changeante des catalyseurs économiques n'a su hisser la croissance globale au prochain niveau, celle-ci ayant en fait baissé à 1,2 %, selon notre plus récente estimation, par rapport à un taux de 1,5 % en 2012. Nous prévoyons qu'une amélioration accrue de la demande d'exportations et qu'une diminution du frein imposé par le secteur du logement produiront pour l'économie québécoise de meilleurs résultats globaux en 2014 — nous prévoyons une accélération de la croissance du PIB réel à 1,9 % —, mais ce rythme plus rapide sera toujours inférieur à la moyenne nationale de 2,5 %. Le processus de réorientation dans la province perdra probablement une composante importante en 2014, car les entreprises du Québec prévoient réduire quelque peu leurs dépenses en immobilisations. À plus long terme, nous nous attendons à ce que la croissance du PIB réel varie peu en 2015, restant à un taux modeste de 1,8 %.

Diminution du déficit commercial

Des événements positifs ont été observés au Québec au chapitre du commerce extérieur au cours de la dernière année. Selon l'estimation des comptes des dépenses du troisième trimestre de 2013 effectuée par l'*Institut de la statistique du Québec*, le déficit commercial de la province s'est amenuisé, les exportations ayant crû plus rapidement que les importations pour la première fois depuis au moins six ans (les données historiques ne remontent qu'à 2007 pour l'instant). Les statistiques sur les exportations de marchandises pour l'ensemble de l'année indiquent que la majorité des principales catégories d'exportations du Québec ont enregistré des hausses en 2013, dont l'aluminium (+13,9 % en termes réels), les avions et pièces (+11,9 %), l'électricité (+7,8 %), les pâtes et papiers (+9,7 %), les produits pharmaceutiques (+6,3 %) et le bois d'œuvre (+31,5 %). Nous croyons que, dans de nombreux cas, ces gains ne font que commencer. L'augmentation de la demande des États-Unis et la dépréciation du dollar canadien aideront à réduire encore davantage le déficit commercial en 2014 et après.

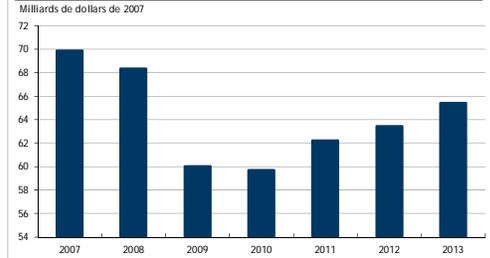
Légère baisse prévue des dépenses en immobilisations des entreprises

La trajectoire haussière des investissements non résidentiels dans la province est toutefois moins susceptible de se poursuivre en 2014. L'an dernier, les dépenses des entreprises liées à la construction d'immeubles ont fortement augmenté, tout comme les dépenses en machinerie et outillage. Le sondage IPP publié récemment a révélé que les entreprises privées et publiques envisagent une légère réduction de 0,3 % de l'ensemble de leurs dépenses en immobilisations non résidentielles en 2014. Cette réduction globale découle surtout d'une baisse importante de 1,2 milliard de dollars (16,6 %) des dépenses des sociétés de services publics, reflétant sans doute le ralentissement de la construction liée à un important projet hydroélectrique (Romaine-2). Les nouvelles ont été plus positives dans d'autres secteurs, notamment la fabrication, les services de transport et l'administration publique, où des hausses considérables des dépenses sont prévues. Au sein de l'administration publique, l'impulsion la plus importante (8,2 %) sera observée au niveau provincial, car conformément à son plan de relance économique annoncé en octobre 2013, le gouvernement provincial devrait commencer à mettre en œuvre une partie des mesures d'une valeur de 2 milliards de dollars prévues pour les quatre prochaines années.

Un marché du logement moins pénalisant

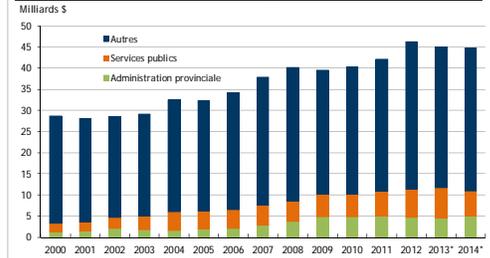
On ne prévoit pas non plus que le secteur résidentiel continuera de peser sur la croissance avec autant de force en 2014. Les reventes de maisons et les mises en chantier ont beaucoup diminué au Québec l'an dernier. Même si nous prévoyons un nouvel affaiblissement en 2014, le rythme du repli devrait diminuer puisque nous croyons que le risque de recul dans le secteur est désormais limité et qu'une légère amélioration des perspectives d'emploi apportera un soutien.

Exportations réelles de marchandises en Québec



Source: Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Investissement non résidentiel en Québec



*2013 - prévisions; 2014 - intentions
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

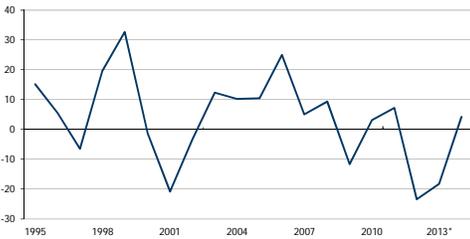
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,8	1,5	1,2	1,9	1,8
Emploi	1,0	0,8	1,2	1,0	1,0
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,6	7,5	7,3
Ventes au détail	3,0	1,1	1,8	3,0	3,5
Mises en chantier (unités)	48 387	47 367	37 758	34 500	34 000
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	0,8	1,3	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

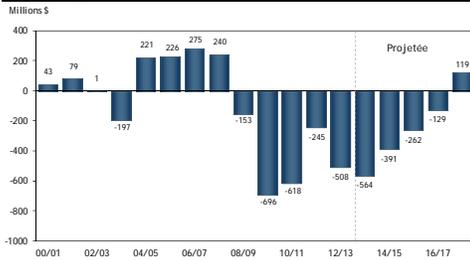
Investissement non résidentiel au Nouveau-Brunswick

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



*2013 - provisoires - 2014 - Intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Solde budgétaire au Nouveau-Brunswick



Source : Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,3	-1,1	0,3	1,0	1,4
Emploi	-1,1	-0,2	-0,1	0,5	0,5
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,4	10,2	10,0
Ventes au détail	4,8	-0,7	0,1	3,0	3,0
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	2 843	2 600	2 800
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8	1,9	2,0

Laura Cooper
Économiste

Un redressement graduel

Les conditions de croissance anémique qui ont miné l'activité économique au Nouveau-Brunswick ces dernières années devraient s'améliorer en 2014. Le sondage IPP publié récemment par Statistique Canada indique que les entreprises prévoient accroître leurs dépenses en immobilisations dans la province en 2014, après les avoir réduites fortement lors de chacune des deux dernières années. Même si une faiblesse persistante est prévue dans les secteurs tributaires de la consommation, le redressement anticipé du marché du travail dans la province devrait favoriser encore davantage une amélioration des perspectives de croissance. Nous prévoyons une accélération de la croissance du PIB réel, quoiqu'à un taux encore modeste de 1,0 %, après une croissance estimative de 0,3 % en 2013.

Hausse prévue des investissements privés en 2014

Dans la deuxième moitié de 2013, la construction non résidentielle a dépassé, pour la première fois en deux ans, les niveaux atteints un an plus tôt. Le dynamisme des investissements devrait se maintenir en 2014. D'après le sondage IPP de Statistique Canada, les dépenses en immobilisations non résidentielles augmenteront de 4,1 % en 2014, après une chute considérable de 18,4 % en 2013. Fait important, les investissements privés inscriront en 2014 leur première hausse depuis 2008, ce qui permettra de compenser un nouveau repli des investissements publics. Le rebond de l'ensemble des intentions d'investissement est de bon augure pour un redressement de l'économie provinciale, d'autant plus que l'avancement d'importants projets dans la province entraînera probablement une amélioration des dépenses de construction au-delà de 2014.

Réorientation vers les ressources naturelles

La balance commerciale provinciale s'est détériorée en 2013, malgré les gains des catégories axées sur la demande des États-Unis, comme le bois d'œuvre. La fermeture de la mine de plomb-zinc Brunswick au début de 2013 a ralenti les exportations de biens industriels ; cependant, le redémarrage prévu de la mine Caribou, le programme de forage lié à l'exploitation d'une mine d'Atlantic Potash et la progression de la mine de tungstène à Sisson Brook en 2014 devraient favoriser une amélioration des perspectives du secteur minier. Pour attirer des investissements dans les secteurs des ressources de la province, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a amorcé un processus pour déceler les entreprises ayant un intérêt potentiel dans l'exploitation de la potasse et s'appête aussi à mettre en œuvre un nouveau régime de redevances à deux paliers pour le gaz naturel en avril 2014. En remplaçant une structure fiscale uniforme, le gouvernement vise à encourager de nouvelles mises en valeur dans le secteur du gaz naturel et à ouvrir la voie à un accroissement global de la production et des exportations à long terme.

L'emploi montre des signes de redressement

Le budget provincial de 2014, présenté au début de février, a conservé le plan présenté un an plus tôt qui s'appuyait sur un raffermissement de la croissance économique et l'aboutissement de changements fiscaux déjà annoncés pour juguler une détérioration des revenus devenue persistante. Selon le gouvernement, l'amélioration de l'emploi favorisera un accroissement des recettes grâce à une hausse des dépenses de consommation pendant la période envisagée. Le gouvernement prévoit renouer avec les excédents budgétaires en 2017-2018. Nous nous attendons également à une reprise du marché du travail dans la province, ce qui représenterait un heureux changement après quatre années consécutives de recul. Un examen plus approfondi de la baisse globale de l'emploi l'an dernier montre que le secteur privé a enregistré en 2013 sa première année de croissance positive de l'emploi depuis 2007. En 2014, une nouvelle progression de l'emploi dans le secteur privé devrait selon nous compenser des pertes continues dans le secteur public, et donner lieu à un gain net global de plus de 18 000 emplois dans la province.

Le gaz naturel alimente le moteur économique

La croissance économique en Nouvelle-Écosse devrait légèrement s'accroître en 2014, par rapport à un faible taux estimé de 1,2 % en 2013. L'augmentation de la production du gisement de gaz naturel extracôtier Deep Panuke à la fin de 2013 a procuré des bases solides pour la réalisation de nouveaux gains en 2014 et devrait contribuer à porter la croissance du PIB réel à 2,0 % en 2014. Une année complète de production, combinée au bond des exportations provinciales d'énergie qui en résultera, devrait contribuer à compenser les résultats encore timides de l'économie intérieure. Même si nous prévoyons que le recul décevant de l'emploi l'an dernier sera en grande partie effacé cette année, le gain d'emplois que nous prévoyons pour 2014 est faible (0,4 %) et peu susceptible de fortement revigorer les activités liées à la consommation.

Deep Panuke fonctionne aux limites de sa capacité de production

Le gaz naturel a finalement commencé à couler aux installations extracôtières Deep Panuke à la fin de l'été 2013 et la production a atteint sa capacité maximale à la fin de l'année. On mise sur le fait qu'une année complète de production stimulera la croissance dans la province et favorisera la poursuite des gains commerciaux dans la foulée d'un essor renouvelé des exportations internationales de marchandises de la province en 2013. La demande extérieure de produits de la mer exportés par la province devrait rester robuste en 2014 ; cependant, les gains sur un an des livraisons de produits papetiers devraient s'atténuer, car la papetière rouverte à Port Hawkesbury a connu en 2013 une année complète de production. L'augmentation des ventes d'automobiles aux États-Unis appuiera vraisemblablement les exportations provinciales de pneus ; toutefois, la réduction prévue de la production par le plus important fabricant de la province au cours de 18 prochains mois pourrait atténuer les gains dans la principale catégorie d'exportation de la province.

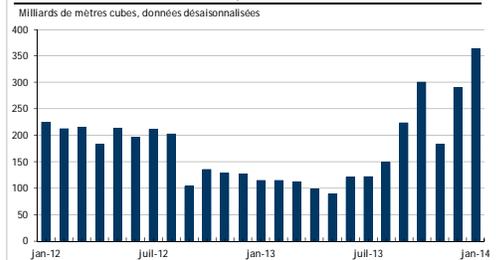
Avancement continu de projets majeurs

Alors que la province se rapproche de la date de début du découpage de tôles d'acier prévue en 2015, les travaux liés au contrat de construction navale de 25 milliards de dollars sur 30 ans se poursuivent. La récente autorisation de financement pour les navires extracôtiers qui patrouilleront dans l'Arctique permet à la phase de conception du contrat de définition de 288 millions de dollars de se poursuivre et fournit les ressources nécessaires à la préparation d'un plan de construction détaillé pour le chantier naval Irving. Les plans d'accroissement des dépenses en immobilisations ont été corroborés par le récent sondage IPP de Statistique Canada, qui a dénoté une légère hausse de 1,9 % des dépenses en immobilisations (non résidentielles) en 2014. Même si ce pourcentage représente un ralentissement par rapport au rythme de 11,5 % en 2013, les investissements devraient rester élevés compte tenu de la progression des travaux d'infrastructure préparatoires pour le projet Maritime Link, dont l'achèvement est prévu en 2017.

Obstacles intérieurs persistants

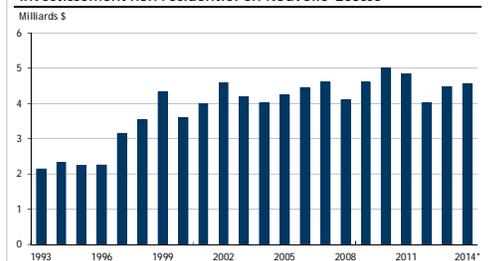
Les mises en chantier ont dégringolé en 2013, alors que le niveau des mises en chantier de maisons unifamiliales chutait à un creux historique. La progression observée dans le segment des logements multiples a atténué en partie ce résultat en 2013 ; cependant, le ralentissement prévu dans ce segment devrait contribuer à une nouvelle décélération des mises en chantier globales en 2014. Un modeste rebond de l'embauche est attendu, mais le taux de croissance prévu de l'emploi, qui est de 0,4 %, marquerait la septième année d'une croissance inférieure à 1,0 % pour la province. La faible reprise du marché du travail contribuera quelque peu à restaurer la confiance des consommateurs et donnera un petit élan aux dépenses de consommation globales.

Production extraterritoriale de gaz naturel brut en Nouvelle-Écosse



Source : Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers, Recherche économique RBC

Investissement non résidentiel en Nouvelle-Écosse



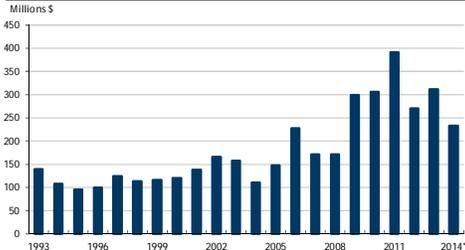
*2013 - prévisions - 2014 - Intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire					
	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,6	-0,1	1,2	2,0	2,2
Emploi	0,1	0,6	-0,4	0,4	1,5
Taux de chômage (%)	8,8	9,0	9,0	8,7	8,3
Ventes au détail	3,6	1,0	2,0	3,1	3,7
Mises en chantier (unités)	4 644	4 522	3 919	3 600	3 600
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,2	1,6	2,1

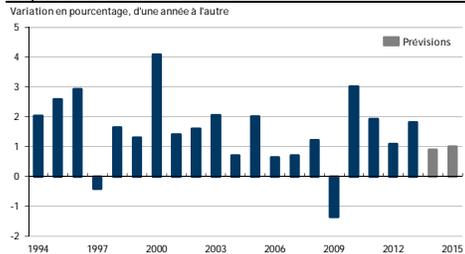
Laura Cooper
Économiste

Investissement public à l'Île-du-Prince-Édouard



*2013 - provisoires - 2014 - Intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi à l'Île-du-Prince-Édouard



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,0	1,5	1,2	1,4	1,1
Emploi	1,9	1,1	1,8	0,9	1,0
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	11,5	11,1	10,9
Ventes au détail	5,4	3,2	1,3	3,7	3,8
Mises en chantier (unités)	940	941	636	700	600
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	2,0	2,2	2,1

Laura Cooper
Économiste

Maintien d'un rythme modeste, mais stable

La croissance économique de l'Île-du-Prince-Édouard devrait rester modeste en 2014, dépassant seulement de peu le taux de croissance relativement faible de 2013. On s'attend toutefois à ce qu'un recul considérable des dépenses en immobilisations, révélé par le sondage sur les intentions d'investissement de Statistique Canada, modère la croissance de l'activité économique dans la province et accentue des obstacles intérieurs grandissants. Nous prévoyons une hausse du PIB réel de 1,4 % en 2014, ce qui représente une légère accélération par rapport au taux de 1,2 % estimé pour 2013.

Baisse imminente des dépenses en immobilisations en 2014

Le recul prévu des dépenses en immobilisations (non résidentielles) dans la province en 2014 viendra effacer le gain d'une ampleur comparable enregistré en 2013. On prévoit un renversement des hausses de l'an dernier, tant du côté des dépenses de construction non résidentielle que des investissements en machinerie et outillage. Cela dit, la majeure partie du déclin en 2014 découlera vraisemblablement d'un repli important dans le secteur public. Comme l'indique le plan d'immobilisations du gouvernement provincial de l'automne 2013, une baisse de 12,1 % des dépenses en immobilisations est prévue pour l'exercice 2014-2015, les dépenses étant réduites dans la plupart des ministères.

Hausse des exportations à un niveau record en 2013

L'acheminement de marchandises vers des destinations internationales a atteint un sommet record en 2013, alors que le raffermissement de la demande des États-Unis engendrait une forte progression des exportations de biens de consommation et soutenait un redressement des produits agricoles de la province. L'activité touristique a aussi semblé s'orienter à la hausse, les chambres-nuitées vendues augmentant de 0,1 % pour l'année et les escales de paquebots enregistrant à nouveau un nombre record de visiteurs. Le repli du dollar canadien et le raffermissement de l'économie américaine fortifient aussi à la fois l'industrie du tourisme et les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard.

Modération prévue de la croissance de l'emploi

En 2013, la croissance de l'emploi s'est accélérée à un rythme de 1,8 % dans la province, car le secteur privé a continué d'accroître l'embauche et un nombre croissant d'insulaires se sont lancés à leur compte. Même si la solide progression de la première composante s'est poursuivie au début de 2014, le rythme global devrait ralentir, puisque les restrictions budgétaires du gouvernement minent l'embauche dans le secteur public. Le taux de croissance globale de l'emploi devrait toutefois suffire à exercer de nouvelles pressions à la baisse sur le taux de chômage après un bond de 0,2 point de pourcentage, à 11,5 %, en 2013.

Obstacles budgétaires et démographiques

Le budget provincial printanier devrait donner une indication des progrès de la province dans son parcours vers l'équilibre budgétaire d'ici 2015-2016, après un déficit plus important que prévu de 79 millions de dollars en 2012-2013. On s'attend à ce qu'un rétrécissement de l'assiette fiscale constitue un problème potentiel pour la province, alors qu'une plus grande partie de la population prend sa retraite. En 2013, la population en âge de travailler (15-64) a baissé comme jamais, tandis que la population âgée de 14 ans et moins a aussi diminué. Accentuant les pressions démographiques, la migration internationale devrait continuer de fléchir après avoir atteint un sommet en 2010 et on s'attend à ce que la province enregistre un déclin du solde de la migration interprovinciale pour une dixième année consécutive en 2013.

Une évolution plus lente, mais positive

Un solide rebond de la production de pétrole brut des champs pétrolifères extracôtiers a propulsé Terre-Neuve-et-Labrador au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2013. Sa croissance est estimée à 6,0 %. En raison de l'absence d'une envolée similaire de la production et d'un ralentissement prévu des dépenses en immobilisations par rapport au niveau record de 2013, la croissance économique devrait baisser à seulement 1,5 % en 2014. L'avancement de projets majeurs dans le secteur de l'énergie continuera de générer une forte activité dans le secteur de la construction et de soutenir des dépenses en immobilisations sans précédent dans la province.

Baisse prévue de la production pétrolière en 2014

Après un rebond de 16 % de la production de pétrole brut en 2013, l'Office national de l'énergie prévoit que la production fléchira de 0,8 % en 2014, du fait de la maturation des champs pétrolifères. Malgré cette diminution de la production, l'activité dans le secteur du pétrole et du gaz devrait rester robuste et l'on s'attend à ce que les dépenses en immobilisations demeurent à des niveaux élevés selon les normes historiques. Le sondage sur les intentions d'investissement de Statistique Canada indique que les dépenses du secteur du pétrole et du gaz grimperont de 9,7 %, à 5,1 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré dans la province. La construction de la plateforme pétrolière Hebron devrait atteindre un point culminant en 2014, tandis que les travaux en cours liés à l'extension sud du projet Hibernia et à l'extension sud du projet White Rose continuent de contribuer aux investissements dans la province. Les perspectives restent favorables pour le secteur, compte tenu de la découverte de deux gisements de pétrole extracôtiers en 2013 et du fait qu'un meilleur accès aux marchés étrangers commence à se concrétiser. Réalisée en début d'année, une livraison vers l'Inde à partir du champ White Rose a marqué le premier achat de brut canadien par un pays asiatique.

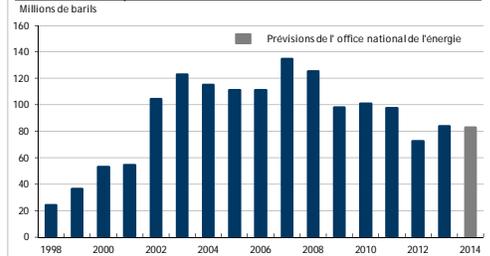
Les problèmes persistent dans le secteur minier

L'activité minière ne devrait pas s'accélérer en 2014, car des conditions difficiles continuent de peser sur le secteur. La baisse des prix des marchandises et de la production a durement frappé le secteur en 2013, et les récentes intentions de dépenses en immobilisations montrent que de nouvelles réductions des dépenses sont prévues pour le secteur en 2014. Labrador Iron Mines a indiqué qu'elle pourrait interrompre ses activités en l'absence de nouveaux investissements, et la volatilité du marché du minerai de fer a entraîné la fermeture de la mine à Wabush au début de l'année. Les nouvelles au sujet des mines n'ont toutefois pas toutes été mauvaises. Malgré les risques de recul persistants entourant le prix du minerai de fer, Iron Ore Company of Canada amorcera sous peu la deuxième phase de son plan d'expansion afin d'accroître sa capacité de production cette année. En outre, l'approbation récente par le gouvernement du projet Kami indique que la construction devrait s'accroître en 2014, ce qui aidera à compenser un recul prévu de la construction après l'achèvement de l'usine de traitement Vale en 2013.

Après le froid, l'activité économique se réchauffe

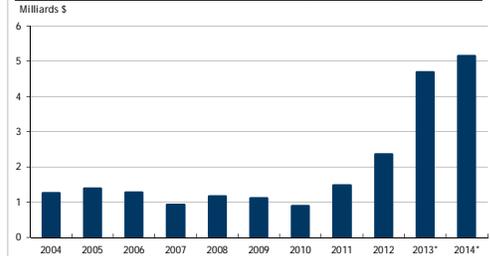
Nous prévoyons que les perturbations de l'activité économique découlant des mauvaises conditions climatiques hivernales et les pannes d'électricité subséquentes survenues au début de l'année seront contrebalancées au cours des prochains mois. La faible croissance de l'emploi persistera néanmoins. Cela dit, on s'attend à ce que l'atteinte d'un point culminant dans l'emploi lié à la construction pour le projet extracôtier Hebron contribue à des gains d'emplois dans les secteurs producteurs de biens en 2014. Des progrès dans la mise en œuvre d'autres grands projets offriront vraisemblablement un soutien additionnel à l'emploi, alors que la construction liée au projet hydroélectrique de Muskrat Falls devrait atteindre son niveau maximal en 2015.

Production de pétrole à Terre-Neuve-et-Labrador



Source : Canada-Newfoundland & Labrador Offshore Petroleum Board, Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

Investissement du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz à T.-N. & L.



*2013 - prévisions - 2014 - intentions
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,9	-4,4	6,0	1,5	1,7
Emploi	2,7	2,3	1,0	0,9	1,5
Taux de chômage (%)	12,7	12,5	11,4	11,6	11,4
Ventes au détail	5,3	4,6	4,0	3,9	3,9
Mises en chantier (unités)	3 488	3 885	2 862	2 800	2 700
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,7	2,1	2,1

Laura Cooper
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P
T.-N. & L.	-4,4	6,0	1,5	1,7	2,3	1,0	0,9	1,5	12,5	11,4	11,6	11,4	3,9	2,9	2,8	2,7	4,6	4,0	3,9	3,9	2,1	1,7	2,1	2,1
Î.-P.-É.	1,5	1,2	1,4	1,1	1,1	1,8	0,9	1,0	11,3	11,5	11,1	10,9	0,9	0,6	0,7	0,6	3,2	1,3	3,7	3,8	2,0	2,0	2,2	2,1
N.-É.	-0,1	1,2	2,0	2,2	0,6	-0,4	0,4	1,5	9,0	9,0	8,7	8,3	4,5	3,9	3,6	3,6	1,0	2,0	3,1	3,7	1,9	1,2	1,6	2,1
N.-B.	-1,1	0,3	1,0	1,4	-0,2	-0,1	0,5	0,5	10,2	10,4	10,2	10,0	3,3	2,8	2,6	2,8	-0,7	0,1	3,0	3,0	1,7	0,8	1,9	2,0
QUÉ.	1,5	1,2	1,9	1,8	0,8	1,2	1,0	1,0	7,8	7,6	7,5	7,3	47,4	37,8	34,5	34,0	1,1	1,8	3,0	3,5	2,1	0,8	1,3	1,9
ONT.	1,3	1,4	2,5	2,9	0,8	1,4	0,9	1,2	7,8	7,5	7,3	7,0	76,7	61,1	59,1	58,0	1,6	1,8	3,8	3,9	1,4	1,1	1,5	1,9
MAN.	2,6	2,2	2,0	2,7	0,9	0,5	0,7	1,2	5,3	5,3	5,3	5,2	7,2	7,5	6,8	6,5	1,6	2,0	3,6	4,4	1,6	2,3	1,9	2,0
SASK.	1,9	3,9	2,0	2,7	2,1	3,4	1,1	1,7	4,7	4,0	4,2	4,0	10,0	8,3	8,0	7,5	7,6	3,0	4,7	5,1	1,6	1,4	2,3	2,5
ALB.	3,8	3,5	3,7	3,5	2,6	2,9	2,3	2,0	4,6	4,6	4,3	4,0	33,4	36,0	38,7	34,6	6,9	6,6	5,2	5,1	1,1	1,4	1,5	1,7
C.-B.	1,5	1,5	2,1	2,8	1,7	-0,2	0,8	1,1	6,7	6,6	6,4	6,3	27,5	27,1	25,8	24,0	1,9	1,8	3,6	3,7	1,1	-0,1	0,9	1,7
CANADA	1,7	2,0	2,5	2,7	1,2	1,3	1,1	1,2	7,2	7,1	6,8	6,6	215	188	182	174	2,5	2,5	3,8	4,0	1,5	0,9	1,4	1,9

Tableau comparatif

2012, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2013)	527	145	941	756	8 155	13 538	1 265	1 108	4 025	4 582
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,8	5,5	38,4	31,5	357,9	674,5	58,2	77,9	311,9	220,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,6	4,9	36,0	28,1	327,2	619,3	54,6	58,6	288,5	209,0
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,7	37,1	3,2	4,3	17,1	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2007-12, %)	-1,5	1,2	1,2	0,2	1,4	0,7	2,1	2,3	2,2	1,2
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 359	33 762	38 082	37 181	40 470	46 177	43 705	53 865	74 201	45 993
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-12, %)	-2,2	0,1	1,0	-0,1	0,4	-0,3	1,1	0,7	0,1	0,0
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	30 461	26 115	27 063	26 793	26 347	29 745	26 995	31 363	38 761	30 474
Croissance de l'emploi (TAC, 2007-13, %)	1,5	1,5	0,3	-0,3	1,0	0,9	1,1	1,9	2,1	0,8
Taux d'emploi (fév. 2014 %)	54,2	61,6	57,7	56,9	60,0	61,0	64,4	66,7	69,9	59,4
Indice d'inconfort (inflation + chômage, fév. 2014)	14,5	14,5	10,2	11,5	8,6	9,1	8,2	6,6	7,3	6,4
Production manufacturière (% du PIB)	3,1	8,9	8,4	10,3	13,7	12,7	10,0	6,0	7,2	6,7
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	43,0	69,4	69,3	63,4	57,6	56,2	57,4	40,7	41,0	64,0
Exportations (% du PIB)	35,7	18,5	19,4	50,0	25,8	32,9	26,4	41,6	31,8	21,5

Tableaux

Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	197 072	199 270	194 214	200 628	205 958	208 961	212 179	216 720	222 883
	évolution (%)	3,1	1,1	-2,5	3,3	2,7	1,5	1,5	2,1	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 308	2 327	2 354
	évolution (%)	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	-0,2	0,8	1,1
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,6	6,4	6,3
Ventes au détail	en millions de dollars	57 110	58 010	55 585	58 549	60 405	61 565	62 682	64 955	67 364
	évolution (%)	7,2	1,6	-4,2	5,3	3,2	1,9	1,8	3,6	3,7
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	25 800	24 000
	évolution (%)	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	-4,6	-7,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,8	120,8
	évolution (%)	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	0,9	1,7

Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	259 087	263 515	252 811	264 164	277 940	288 548	298 763	309 936	320 920
	évolution (%)	1,7	1,7	-4,1	4,5	5,2	3,8	3,5	3,7	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 211	2 263	2 308
	évolution (%)	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,9	2,3	2,0
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,6	4,3	4,0
Ventes au détail	en millions de dollars	61 528	61 668	56 546	59 910	64 005	68 452	72 942	76 758	80 635
	évolution (%)	9,9	0,2	-8,3	5,9	6,8	6,9	6,6	5,2	5,1
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	38 700	34 600
	évolution (%)	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	7,5	-10,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	130,9	133,1
	évolution (%)	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	1,5	1,7

Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 253	55 183	52 553	54 756	57 479	58 581	60 889	62 131	63 834
	évolution (%)	3,5	5,6	-4,8	4,2	5,0	1,9	3,9	2,0	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	555	561	571
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,4	1,1	1,7
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,0	4,2	4,0
Ventes au détail	en millions de dollars	13 248	14 848	14 804	15 336	16 489	17 749	18 287	19 142	20 122
	évolution (%)	13,9	12,1	-0,3	3,6	7,5	7,6	3,0	4,7	5,1
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 000	7 500
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-3,5	-6,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,6	131,8
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,3	2,5

Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	49 265	51 157	51 048	52 379	53 269	54 633	55 857	56 974	58 535
	évolution (%)	2,9	3,8	-0,2	2,6	1,7	2,6	2,2	2,0	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	599	608	608	620	624	630	633	638	645
	évolution (%)	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	0,5	0,7	1,2
Taux de chômage	(%)	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,3	5,3	5,2
Ventes au détail	en millions de dollars	14 130	15 143	15 127	16 029	16 758	17 018	17 355	17 972	18 767
	évolution (%)	9,1	7,2	-0,1	6,0	4,5	1,6	2,0	3,6	4,4
Mises en chantier	unités	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 800	6 500
	évolution (%)	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-8,9	-4,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	127,8
	évolution (%)	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,9	2,0

Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 803	596 921	578 510	598 174	611 131	619 331	628 249	644 207	663 172
	évolution (%)	1,3	-0,1	-3,1	3,4	2,2	1,3	1,4	2,5	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 879	6 938	7 019
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,4	0,9	1,2
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5	7,3	7,0
Ventes au détail	en millions de dollars	146 324	152 160	148 797	156 904	162 530	165 177	168 142	174 477	181 298
	évolution (%)	3,9	4,0	-2,2	5,4	3,6	1,6	1,8	3,8	3,9
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 100	58 000
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	-1,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	124,9	127,2
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	1,5	1,9

Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	305 874	311 626	309 683	316 886	322 442	327 161	331 218	337 643	343 856
	évolution (%)	1,8	1,9	-0,6	2,3	1,8	1,5	1,2	1,9	1,8
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 032	4 072	4 114
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,2	1,0	1,0
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,5	7,3
Ventes au détail	en millions de dollars	90 403	94 809	93 736	99 551	102 505	103 648	105 523	108 694	112 544
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,1	1,8	3,0	3,5
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	34 500	34 000
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	-8,6	-1,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,3	125,7
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,3	1,9

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 869	28 125	27 811	28 381	28 460	28 146	28 242	28 524	28 923
	évolution (%)	0,5	0,9	-1,1	2,0	0,3	-1,1	0,3	1,0	1,4
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	351	351	353	355
	évolution (%)	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	-0,1	0,5	0,5
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,4	10,2	10,0
Ventes au détail	en millions de dollars	9 415	10 028	10 105	10 608	11 118	11 041	11 058	11 385	11 725
	évolution (%)	6,2	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,1	3,0	3,0
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 600	2 800
	évolution (%)	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-8,5	7,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	125,3	127,8
	évolution (%)	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,9	2,0

Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 907	34 625	34 753	35 806	36 029	35 990	36 436	37 165	37 983
	évolution (%)	1,3	2,1	0,4	3,0	0,6	-0,1	1,2	2,0	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	456	454	456	462
	évolution (%)	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	-0,4	0,4	1,5
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	9,0	8,7	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	11 639	12 121	12 141	12 692	13 146	13 274	13 540	13 964	14 476
	évolution (%)	4,3	4,1	0,2	4,5	3,6	1,0	2,0	3,1	3,7
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 600	3 600
	évolution (%)	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-8,1	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,6	131,2
	évolution (%)	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,6	2,1

Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 620	4 658	4 678	4 783	4 829	4 901	4 962	5 031	5 087
	évolution (%)	2,2	0,8	0,4	2,2	1,0	1,5	1,2	1,4	1,1
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	74	75	76
	évolution (%)	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	1,8	0,9	1,0
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,5	11,1	10,9
Ventes au détail	en millions de dollars	1 624	1 707	1 687	1 777	1 873	1 934	1 959	2 031	2 107
	évolution (%)	7,4	5,1	-1,2	5,3	5,4	3,2	1,3	3,7	3,8
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	941	636	700	600
	évolution (%)	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	10,1	-14,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,8	133,5
	évolution (%)	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	2,2	2,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 715	29 369	26 464	28 033	28 850	27 585	29 251	29 690	30 195
	évolution (%)	9,3	-1,2	-9,9	5,9	2,9	-4,4	6,0	1,5	1,7
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	231	233	235	238
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,0	0,9	1,5
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,4	11,6	11,4
Ventes au détail	en millions de dollars	6 535	7 019	7 124	7 446	7 841	8 200	8 524	8 858	9 206
	évolution (%)	8,6	7,4	1,5	4,5	5,3	4,6	4,0	3,9	3,9
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 800	2 700
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-2,2	-3,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,6	131,3
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	2,1	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.